



Séance ordinaire du jeudi 25 janvier 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Nombre de membres en exercice : 92

Ressources Humaines



Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L. 2121-20 et L. 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Michelle CASSAR, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Jean-Noël FOURCADE, Audrey LLEDO.

Modification du tableau des emplois et des effectifs

Madame Régine ILLAIRE, Vice-Présidente, rapporte :

I- Confirmations de postes :

a) Par délibération **n°12750 du 05 février 2015**, le poste relevant du cadre d'emplois des attachés territoriaux ou des ingénieurs territoriaux pour exercer des fonctions de conseiller en création d'entreprise innovante au sein du service Business Innovation Center (n° du poste : 2004-032) a été confirmé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté à la Direction de l'Emploi et de l'Economie.

- Nature des fonctions : Assure l'accompagnement efficace et contribue à la création d'entreprises ambitieuses et pérennes, participe aux actions de sensibilisation à la création d'entreprises, élabore et améliore des outils de formation et assure une veille économique dans les domaines innovants.

- Niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle significative sur un poste à responsabilité dans une structure de conseil ou d'une pépinière d'entreprise et être titulaire d'une formation supérieure d'un niveau Bac + 3.

- Niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°87-1100 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire des attachés territoriaux ou sur la base du décret n°2016-203 du 26 février 2016 portant échelonnement indiciaire des ingénieurs territoriaux.

- Motif : compte tenu de la nécessité d'assurer l'accompagnement des porteurs de projets dans la réalisation de leur plan d'affaire sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, ce poste ne peut rester vacant.

- Fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

b) Par délibération **n°13304 du 30 septembre 2015**, le poste relevant du cadre d'emplois des attachés territoriaux ou des ingénieurs territoriaux pour exercer des fonctions de conseiller en création d'entreprise innovante au sein du service Business Innovation Center (n° du poste : 2014-025) a été confirmé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté à la Direction de l'Emploi et de l'Economie

- Nature des fonctions : Assure l'accompagnement efficace et contribue à la création d'entreprises ambitieuses et pérennes, participe aux actions de sensibilisation à la création d'entreprises, élabore et améliore des outils de formation et assure une veille économique dans les domaines innovants.

- Niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle significative sur un poste à responsabilité dans une structure de conseil ou d'une pépinière d'entreprise et être titulaire d'une formation supérieure d'un niveau Bac + 3.

- Niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°87-1100 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire des attachés territoriaux ou sur la base du décret n°2016-203 du 26 février 2016 portant échelonnement indiciaire des ingénieurs territoriaux.

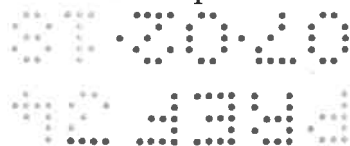
- Motif : compte tenu de la nécessité d'assurer l'accompagnement des porteurs de projets dans la réalisation de leur plan d'affaire sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, ce poste ne peut rester vacant.

- Fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

c) Par délibération **n°14570 du 29 mars 2017**, le poste relevant du cadre d'emplois des médecins territoriaux pour exercer des fonctions de Médecin de Prévention (n° du poste : 2017-107) a été créé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté au Pôle Ressources Humaines et Relations Sociales.

- Nature des fonctions : Met en place des actions de prévention et assure des missions de conseil auprès de l'administration et du personnel en matière de santé et de conditions de travail. Conduit des analyses de poste afin de les adapter à la santé des agents. Participe également à des groupes de travail au sein d'une équipe pluridisciplinaire en santé au travail (psychologue, ergonomiste, référent handicap et maintien dans l'emploi, assistante sociale, ingénieur).

- Niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire du doctorat de médecine ; du Diplôme d'études spécialisées de médecine du travail ou de certificat d'études spéciales de médecine du travail ou médecin relavant du statut des médecins territoriaux ou



appartenant à une autre fonction publique et disposant de connaissance et d'une expérience en médecine de prévention.

- Niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°2014-924 du 18 août 2014 portant échelonnement indiciaire des médecins territoriaux.

- Motif : compte tenu de la nécessité d'assurer le suivi médical des agents, ce poste ne peut rester vacant.

- Fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

d) Par délibération n° 7039 du 30 mai 2006, le poste relevant du cadre d'emplois des attachés territoriaux pour exercer des fonctions de Journaliste-Chargé de publication (n° du poste : 2002-056) a été confirmé au tableau des effectifs. Ce poste est désormais affecté à la Direction de la Communication mutualisée.

- Nature des fonctions : Rédige, met en forme et prépare la diffusion d'informations via les magazines de la Ville et de la Métropole et des sites internet, dans le respect du plan de communication. Participe à l'élaboration des sommaires, propose des sujets dans le respect des orientations éditoriales des supports. Recueille, hiérarchise, traite, vérifie les informations. Suit l'actualité des deux institutions et, plus largement, l'actualité locale. Assure la couverture de temps forts institutionnels (événements, conseils, réunions publiques...). Propose des illustrations (photo ou infographie), en suit l'élaboration et le choix, en lien avec le pôle photo, la PAO ou les prestataires. Participe à la mise en page en lien avec le prestataire.

- Niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle confirmée dans le domaine de la presse et de la communication,

- Niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°87-1099 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire des attachés territoriaux,

- Motif : compte tenu de la nécessité d'assurer les opérations de communication interne et externe sur le territoire Montpellier Méditerranée Métropole, ce poste ne peut rester vacant,

- Fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3 alinéa 5 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

e) Par délibération n°7543 du 30 mars 2007, le poste relevant du cadre d'emplois des attachés territoriaux pour exercer des fonctions de Chargé de mission marketing (n° du poste : 2004-310) a été confirmé au tableau des effectifs. Ce poste est désormais affecté à la Direction de l'Emploi et de l'Economie.

- Nature des fonctions : Participe à l'élaboration et à la mise en œuvre d'un plan d'actions marketing opérationnel au service de la promotion et de la valorisation du territoire à destination d'une cible d'acteurs économiques. Organise, coordonne et met en forme les informations utiles pour la promotion du territoire. Organise des actions de promotion et d'animation du territoire.

- Niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : de formation bac +5 de type école de commerce avec spécialisation en marketing et /ou marketing territorial et d'une expérience de 3 ans minimum en marketing au sein d'une entreprise ou d'une collectivité territoriale.

- Niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°87-1099 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire des attachés territoriaux,

- motif : compte tenu de la nécessité d'assurer la promotion du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, ce poste ne peut rester vacant,

- Fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3 alinéa 5 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

f) Par délibération n°14010 du 21 juillet 2016, le poste relevant du cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux pour exercer des fonctions de Chargé de mission Rénovation thermique des logements (n° du poste : 2010-053AS) a été créé au tableau des effectifs dans le cadre d'un conventionnement avec l'ADEME pour une durée de mission limitée à 3 ans. Ce poste est affecté désormais à la Direction de la Transition Energétique et Ecologique.

- Nature des fonctions : Coordonner et assurer le portage de la plateforme ainsi que le suivi de la mise en œuvre de la rénovation thermique des copropriétés EcoCité Ville de Demain

- Niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : Etre titulaire d'un BAC +5 et d'une Expérience significative (5ans) dans la gestion de projets

- Niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°2016-203 du 26 février 2016 portant échelonnement indiciaire des ingénieurs territoriaux.



- Motif : compte tenu de la nécessité de mettre en place une plateforme locale de rénovation énergétique de l'habitat privé, ce poste ne peut rester vacant.
- Fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3 alinéa 5 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- modifier le tableau des effectifs de Montpellier Méditerranée Métropole en tenant compte des confirmations de postes.
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2018 de Montpellier Méditerranée Métropole Budget Principal, chapitre 930, 931, 933, 935, 936, 937 et 938 et les budgets annexes ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le **06 FEV. 2018**

Pour extrait conforme,
Monsieur le Président

Philippe SAUREL



Publiée le : **15 FEV. 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.